

Le social,  
rien que  
le social

VICTOR LOBA'D

1 tenue  
bleu blanc  
cravate  
offerte

L'ELEVE NE PAIE QU'UN DROIT D'INSCRIPTION FORFAITAIRE

# L'INTELLIGENT D'ABIDJAN



Le quotidien dont vous avez rêvé - N° 1782 - Vendredi 4 Septembre 2009 - Prix : 200 Fcfa

Site web : www.lintelligentdabidjan.org | e-mail : infosintelligent@yahoo.fr | intelliabidjan@gmail.com | intelliabidjan@hotmail.fr



■ **Vavoua** La rébellion  
sanitaire et médicale continue

## Enquête sur des pratiques dangereuses et scandaleuses

- Le cerveau de l'opération accuse et s'enfonce
- Menaces de mort contre l'Intelligent d'Abidjan
- Des collaborateurs d'Allah Kouadio mis en cause

■ **Licenciement  
Etienne Gueu,  
Administrateur  
du Travail :**



P.4

### "La CIE-SODECI a violé la loi et des conventions"

■ **Eglise Méthodiste Accusé,  
Jonas Adou contre-attaque :**

### "Ce que je reproche au Bishop Boni"

P.10



■ **Gabon  
Après sa victoire, Ali Bongo :**

### "Il faut respecter le verdict des urnes"

P.2

## Après sa victoire / Ali Bongo Ondimba affirme : "Il faut accepter le verdict des urnes"

Dans un entretien accordé à une dizaine de journalistes, dont l'envoyé spécial du Monde, le nouveau président du Gabon estime que le processus électoral est terminé, malgré les plaintes de ses rivaux. Il refuse de commenter les accusations de fraude, tout comme les manifestations de l'opposition qui ont eu lieu jeudi. "Le Gabon est un pays de droit et de démocratie. Le peuple s'est exprimé. Il faut accepter le verdict", affirme-t-il.

Votre élection, selon vos adversaires, s'apparente à un "hold up". Que leur répondez-vous ?

Je n'ai rien à répondre à cela. Je suis fidèle à l'engagement de tendre la main que j'ai maintenu tout au long de ma campagne. Le Gabon est un pays organisé. Il existe des institutions devant lesquelles on peut porter des réclamations et des recours. Ils doivent s'adresser à ces institutions-là, comme cela s'est toujours fait dans le passé.

Redoutez-vous des violences dans le pays ?

Je pense que chacun doit être mis devant ses responsabilités. En homme d'Etat, chacun doit mesurer toutes les paroles et tous les actes



Ali Bongo accompagné de sa femme, Silvia, à Libreville, le 31 août 2009.

La compétition est maintenant terminée. Il existe des instances pour les recours. C'est devant ces instances-là que doivent se tourner ceux qui ont des réclamations à faire. Le peuple gabonais ne peut pas être pris en otage. Le peuple gabonais ne doit pas être exposé. Personne n'a le monopole, ni

quer son programme. Quiconque veut se joindre à nous, le fera pour appliquer ce programme approuvé par une majorité de Gabonais.

**Allez-vous proposer à l'opposition de participer au pouvoir ?**

Il est clair que dans une élection, celui sur lequel les populations ont porté leurs suffrages doit appli-

quer son programme. Quiconque veut se joindre à nous, le fera pour appliquer ce programme approuvé par une majorité de Gabonais.

**Ce matin, les forces de l'ordre ont évacué les manifestants devant la cité de la démocratie. Ferez-vous encore intervenir les forces de l'ordre ?**

Je viens de prendre connaissance des résultats d'une élection. Je ne souhaiterais pas que les questions que vous me soumettez tournent autour des agissements de l'opposition. Vous les rencontrez suffisamment pour leur poser des questions sur ce qu'ils font. Et sur les responsabilités qui sont les leurs. Je n'ai aucun commentaire à faire sur les actes qu'ils posent. Je dis tout simplement que le Gabon est un pays de droit et de démocratie et de liberté. Le peuple s'est exprimé. Il faut accepter le verdict. Moi, je m'y étais engagé, malgré toutes les intentions qu'on a bien voulu me prêter. Tout ce qu'on a dit sur ce que j'allais faire ou sur ce que j'étais supposé faire n'est jamais arrivé. Le bon démocrate que je suis, souhaite que chacun, s'étant prêté au jeu en connaissant à l'avance ses règles, accepte le verdict des urnes. Le peuple a parlé et le peuple est sou-

verain.

**Vous êtes l'héritier d'Omar Bongo qui a dirigé ce pays depuis 1967 et vous affirmez incarner le changement. N'est-ce pas paradoxal ?**

Pourquoi ? Quelqu'un a dit en un autre temps : "lui c'est lui et moi c'est moi". Je ne vois pas où est le paradoxe. Autre période, autre temps. Nous nous inscrivons à la suite de l'héritage. La rupture, Omar Bongo Ondimba l'avait commencée. Avec son discours de décembre 2007 [dans lequel il dénonçait la corruption et la mauvaise gouvernance], nous étions déjà entrés dans un processus de changement. Et de rupture. Ce devoir d'inventaire, il l'a exercé. Nous sommes aujourd'hui totalement libres de mener l'action que les Gabonais attendent de nous.

**Est-ce facile de gouverner avec 41 % des voix ?**

Nous avons obtenu un score américain. Cela n'a jamais posé de problème aux Etats-Unis d'Amérique. Pourquoi cela en poserait-il ici ? La majorité a parlé en faveur d'un candidat. A partir d'aujourd'hui, il devient le président de tous les Gabonais.

### Communiqué CNRD

Le Congrès National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD) a le plaisir d'informer toutes les organisations membres, de la tenue d'un séminaire de formation sur le contrôle des listes électorales, les mardi 08 et mercredi 09 Septembre 2009 à son siège sis à Cocody, quartier CHU.

Sont attendus :

- Les Membres du bureau du CNRD
- Tous les Directeurs Départementaux de Campagne (DDC) ou Coordonnateurs CNRD
- Deux (2) cadres capables de répercuter la formation sur le terrain, au niveau de chaque Département ou Direction Départementale de Campagne.
- Deux (2) membres de chaque organisation du CNRD

Pour tout renseignement complémentaire veuillez contacter le Secrétariat du CNRD au 22 44 78 28.

Fait à Abidjan, le 1er Septembre 2009  
La Secrétaire Générale du CNRD

### Un consulat de France incendié, Paris "appelle au calme"

Paris "appelle au calme" au Gabon, à la suite d'incidents qui ont suivi l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, jeudi 3 septembre. Le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, recommande aux ressortissants français de "rester chez eux". "La France appelle au calme et au respect des institutions jusqu'au bout. S'il doit y avoir des contestations, il faut que ça se fasse devant les institutions qui sont prévues pour ça", a-t-il déclaré dans un entretien téléphonique. "Les dispositions sont en place pour que la sécurité des Français soit assurée. On a pris des mesures de confinement, il est recommandé aux Français de rester chez eux", a-t-il ajouté. Alain Joyandet a précisé que 70 à 80 militaires français avaient été "sollicités", lors des incidents qui se sont produits à Port-Gentil (ouest), la deuxième ville du pays, où le consulat de France a été incendié.

**Un consulat De France incendié**

Plusieurs incidents ont éclaté jeudi, peu après l'annonce officielle de la victoire d'Ali Bongo - victoire que l'opposition conteste. A Port-Gentil, outre l'incendie du consulat de France par des partisans de l'opposition, des magasins du centre ville ont été pillés. L'agence de presse française a également été témoin de plusieurs jeunes qui tenaient des propos hostiles à Ali Bongo et à la France, accusée d'avoir "imposé" aux Gabonais le fils de l'ancien président feu Omar Bongo. "Les Blancs, on va les tuer !", "on en a marre de ces Français, il faut les chasser, les tuer !", menaçaient-ils. "Notre dispositif est prêt pour éventuellement protéger les Français. Mais j'espère qu'on n'aura pas à le faire", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner. Au Gabon, la communauté française est estimée à quelque 10.000 personnes. De plus, la France dispose d'une base militaire dans le pays. De plus, à Port-Gentil, fief de l'opposition gabonaise, plusieurs centaines de jeunes partisans de Pierre Mamboundou, candidat à la présidentielle, ont attaqué la prison et libéré les prisonniers. Manifestants et détenus se sont ensuite dirigés vers le centre-ville, où des barricades ont été dressées à l'aide de carcasses de voiture dans plusieurs rues de la ville, tandis que des pneus étaient brûlés sur la chaussée. A Libreville, plusieurs quartiers sont également en proie à la violence. Dans le quartier Plein-Ciel (Nord) des carcasses de voitures étaient visibles sur la voie rapide. Dans le quartier populaire de Nkembo (Est) "des gens cassent ce qui peuvent. Ils ont cassé des kiosques. Il y a du désordre", raconte Benjamin Ngouan, un habitant du quartier. De petits barrages abandonnés étaient visibles par endroits, de même que des poubelles renversées alors que plusieurs sculptures étaient cassées. Depuis le jour du scrutin, un malaise était perceptible au Gabon. Beaucoup de Librevillois ont fait des provisions pour plusieurs jours par crainte de troubles post-électorales même si les autorités gabonaises se sont portées garantes de la sécurité. La tension est montée d'un cran après l'attaque à l'arme automatique par des hommes en cagoule, dans la nuit de mardi à mercredi, d'une station satellitaire mobile de la télévision internationale Go Africa, appartenant à Mba Obame, selon cette chaîne. Dans le même temps, l'envoi de courts messages textes par téléphone (SMS) était suspendu chez les trois opérateurs de téléphonie mobile du pays. Par ailleurs, l'opposant gabonais Pierre Mamboundou, arrivé troisième à la présidentielle, est "en lieu sûr", affirme son entourage. D'après ses proches, il a été "blessé à la tête et à l'épaule" lors de la dispersion, jeudi matin, de partisans de l'opposition réunis près des locaux de la Commission électorale. Comme Ali Bongo et Mba Obame, Pierre Mamboundou s'était déclaré vainqueur du scrutin quelques heures seulement après la fermeture des bureaux de vote. Mba Obame, qui était lui aussi présent quand les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants se trouve lui aussi "en sécurité" dans un lieu tenu secret, a indiqué un de ses conseillers plus tôt dans la journée. Un autre leader, Paul-Marie Gondjour, secrétaire général de l'Union gabonaise pour la démocratie et le développement (UGDD) dont le leader Zacharie Mybyoto étant un des 18 candidats, a affirmé avoir lui aussi été blessé au visage par une balle en caoutchouc lors de la dispersion de la manifestation.



**CIE-SODECI / Etienne Gueu, administrateur général du travail persiste et signe : "Le licenciement des agents est illégal"** Olivier Guédé



**Le groupe CIE/SODECI a violé plusieurs conventions du travail, dixit M. Gueu Etienne. L'affaire du licenciement jugé illégal par le ministère de l'Emploi et de la Fonction Publique (MEFP) au sein du groupe CIE/SODECI risque d'avoir des conséquences si l'on n'y prend garde.**

**M. GUEU ETIENNE**, Administrateur Général du Travail et des Lois Sociales en charge du problème que nous avons joint au téléphone afin de nous situer sur la suite de cette affaire, a tenu à préciser que le but du MEFP n'est pas de polémiquer avec les partenaires sociaux. « Le ministère qui a en charge la gestion des conflits sociaux ne peut rester indifférent face à cette crise qui affecte le secteur de l'eau et de l'électricité, secteur vital et sensible pour nos citoyens et l'économie de notre pays », a souligné M. Gueu. Selon lui, certains points essentiels devront animer toutes les réflexions sur le débat.

**DU LICENCIEMENT DES SYNDICALISTES**

Selon M. Gueu, le groupe CIE/SODECI, pour divers motifs, a soumis à autori-

sation préalable de l'inspecteur du Travail, le licenciement des délégués syndicaux dont les deux secrétaires généraux : celui du Synatrase et du Synaseg. Sans attendre l'autorisation préalable sollicitée, le groupe CIE/SODECI a procédé au licenciement de ses délégués syndicaux. Pour le ministère de l'Emploi, le groupe tombe de cette façon sous le coup de l'article 61-7 du code du travail, qui prévoit que le licenciement des délégués syndicaux du personnel doit être soumis à l'autorisation préalable de l'Inspection du Travail. « Ainsi, en demandant la réintégration des syndicalistes licenciés pour vice de forme, le ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi n'a fait que demander aux responsables de la CIE-SODECI de respecter la légalité applicable à tout employeur en Côte d'Ivoire », a indiqué M. Gueu.

**VIOLATION DE LA LIBERTÉ SYNDICALE**

Le second reproche que fait le ministère de la Fonction Publique au groupe CIE/SODECI est la totale et consciente violation des termes de l'article 3, ali-

née 2 de la convention de l'Organisation Internationale de Travail (OIT). En procédant à la fermeture du siège du Synaseg dans la nuit du 24 juillet 2009, l'entreprise viole les libertés syndicales en ce qui est de l'inviolabilité, en dehors d'une décision de justice, du siège d'un syndicat qui est le lieu de travail de ses membres. Mais ce qui chagrine le plus le MEFP, c'est l'attitude des autres syndicats de la CIE-SODECI. Certains membres du ministère s'expliquent difficilement que des syndicats et groupements professionnels s'opposent à la réintégration de leurs collègues limogés. « C'est comme si la souris aiguise les griffes du chat », nous a affirmé un autre collaborateur du ministre Hubert Oulaye. Alors que le contrat de travail est "intuitu personae", c'est-à-dire en considération de la personne. « Il n'appartient donc pas à un tiers non partie au contrat de solliciter ou d'exiger la prise de mesure disciplinaire à l'encontre d'un autre travailleur. Le faire, est un non sens du point de vue de l'éthique professionnelle. C'est même, à la limite, immoral », a précisé à son tour M. Gueu Etienne. Pour lui, ç'aurait été le syndicat du Patronat qui s'exprimait pour soutenir la direction du groupe, cela serait compréhensible. Mais des syndicats dont l'essence est de lutter pour le personnel, qui adoubent le licenciement des leurs, cela est inimaginable.

**ATMOSPHÈRE PESANTE ET MENAÇANTE À LA CIE/SODECI**

Selon plusieurs agents du groupe qui nous ont parlé sous le sceau de l'anonymat, il règne actuellement une chape de plomb dans l'unique entreprise distributrice d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire. « Pour un oui ou un non, on renvoie des agents. La direction ne veut plus d'une quelconque opposition. Tous les syndicats doivent être aux ordres, sinon, c'est la décapitation », nous a soufflé un agent de la CIE. Et d'inviter les uns et les autres à vérifier les notes de service sur les tableaux d'information afin de constater le nombre important d'agents dont la mention

souligne qu'ils ne font plus partie de l'entreprise. « Tout le monde a peur de perdre son travail, et ce qui vient de se passer avec les syndicalistes ne va pas ramener la quiétude », nous a précisé notre informateur. Ce qui est grave dans l'affaire, c'est le manque de moyens apparent de coercition. La direction du groupe a dit qu'il ne les réembauchera pas, malgré les injonctions du ministre de l'Emploi et surtout du fait de l'évidente violation de la convention collective de juillet 1977, qui stipule en son article 85, alinéa 2, qu'aucun travailleur protégé ne peut être muté contre son gré, sauf avis de l'Inspection du Travail. Fait à la base du renvoi des syndicalistes.

**LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL**

**Cie-Sodeci / Pour qui roulent réellement les syndicats ?**

*Après les déclarations à n'en point finir, les syndicats du groupe Cie-Sodeci ont décidé de sortir des dizaines de millions de FCFA - on ne sait d'où - pour insérer leurs différents discours et images dans certains journaux. Ils pensent encore, par cette triste manière, défier le ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi. Tous les moyens sont utilisés en ce moment au groupe Cie-Sodeci pour donner de la voix à un collectif de syndicats qui semble être en déphasage avec certains de leurs hauts responsables. Qui, après avoir poussé des syndicats à s'opposer au ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi le jour, approchent des proches du président de la République la nuit, afin de demander à son ministre de surseoir à sa décision de faire réintégrer coûte que coûte les agents licenciés abusivement. Ce sont ces mêmes responsables, il y a quelques mois, qui avaient pleuré devant le Chef de l'Etat à sa résidence, quand le groupe Cie-Sodeci avait décidé d'interrompre la fourniture de l'eau et de l'électricité au palais présidentiel et à la résidence privée du président de la République. Dans quel pays sommes-nous, pour que des syndicats puissent s'opposer à l'application d'une loi que demande simplement un ministre de la République ? A la Sodeci, il y a aujourd'hui un groupe de syndicat qui décide et le patronat qui abdique. Heureusement que ce collectif a reconnu, il y a quelques jours, qu'il n'y a que la Cie-Sodeci en Côte d'Ivoire, qui met à la disposition des syndicats les moyens pour mener à bien leurs activités. Ce sont les gros moyens, certainement mis à la disposition des syndicats de la Cie-Sodeci, par leurs responsables qui leur permettent aujourd'hui de communiquer dans tous les sens.*

Huberson Digbeu

**Daloa / Canton Guipiry** Huberson Digbeu  
Aka Bidi offre du sucre et du lait à la communauté musulmane

**LE DIRECTEUR LOCAL** de campagne du candidat Laurent Gbagbo à Guipiry, dans le département de Daloa, a fait des dons importants à la communauté musulmane, qui observe en ce moment une période d'un mois de jeûne. Le colonel Aka Bidi qui est toujours rattaché au respect des valeurs religieuses, a offert le samedi 22 août 2009, une tonne de sucre, une tonne de lait, une tonne de riz et vingt (20) livres de versets coraniques, à la communauté musulmane de Guipiry. La cérémonie qui a eu lieu à Zallohouan, un des trois villages du canton Guipiry, a été rehaussée par la présence du Fédéral Fpi de Daloa, Camille Kpassa. Le donateur a profité de l'occasion pour inviter la communauté musulmane de Guipiry à ne pas s'éloigner de sa mission essentielle. Qui consiste à enseigner et à pratiquer l'amour selon les recommandations de Dieu. « Il n'y a que vous qui devez prier afin de voir la Côte d'Ivoire sortir totalement de cette crise », a-t-il exhorté la communauté musulmane de Guipiry. Avant d'inviter toutes



**Le colonel Aka Bidi 2ème à partir de la gauche, pose ici avec les responsables de la communauté musulmane de Guipiry.**

les couches sociales de Guipiry à la cohésion. Enfin, il est revenu aux premiers responsables de la communauté musulmane de Guipiry de remercier le colonel Aka Bidi pour cette assistance qui a une grande valeur, selon eux, dans le monde spirituel. « Nous assister en cette période de carême, c'est honorer Dieu. Nous ne sommes pas surpris parce que vous n'êtes pas à votre

premier geste. C'est une grande première pour la communauté musulmane de Guipiry de recevoir un tel important lot de dons d'un cadre du canton », se sont-ils réjouis. Enfin, toute la communauté musulmane de Guipiry a imploré Allah afin qu'il bénisse abondamment le colonel Aka Bidi, qui œuvre de plus en plus pour la cohésion sociale à Guipiry.



**Promogim**  
Promoteur - Constructeur

**Vous pouvez aussi acquérir des terrains à proximité de nos opérations**

**RESIDENCES ATHENA**  
(Route de Bingerville)

Situées dans un cadre enchanteur, calme et paisible, les résidences sécurisées ATHENA vous offrent des villas basses et des duplex.  
Livraison sur 12 à 24 mois  
Les travaux ont démarré



**Renseignements et souscriptions**  
TEL: (225) 22 40 96 90/92/94/96/98 [www.promogim-ci.com](http://www.promogim-ci.com)  
CEL: (225) 66 23 23 20 / 66 23 23 24 / 66 66 39 10 / 66 23 28 13

## Vavoua / Santé publique

M.T.T.

# Tout sur "le Tsunami" sanitaire planifié par le Directeur Départemental

**La région de Vavoua est actuellement au bord d'un "tsunami" sanitaire. La raison, plus de deux (200) cliniques privées avec la "bénédiction" du directeur départemental le Dr Tia, exercent en toute illégalité. Une clandestinité aux risques multiples qui ne dit pas son nom. Mettant en péril la santé des populations qui attendent une décision courageuse du ministre Allah Kouadio pour mettre fin au règne de son collaborateur qui vend, à hauteur de plus de dix (10) millions, la mort aux malades.**

### CENTRES DE SANTÉ OFFICIELS

(19) sinistrés avec des agents de l'Etat tournant au quotidien les pouces. Officines privées à tous les coins de rue tant de la ville de Vavoua que des villages du département (200 selon un premier recensement de l'ancien préfet qui voulait les faire fermer et près de 693 selon des statistiques recueillies au district de santé) débordés et en plein essor. C'est l'image que présente le système de santé dans le département de Vavoua avec une population de 477000 habitants. Cette situation qui fait planer sur la région un désastre sanitaire est à imputer à l'existence d'opérateurs illégaux, rackettés par le directeur départemental de la Santé, le Dr Tia André, qui en a fait un véritable business lui rapportant directement plus de dix (10) millions de francs, à raison du versement de 45.600 FCfa par clinicien (Voir Facsimilé). Notre enquête sur ce dysfonctionnement nous a conduit d'emblée à l'officine de M. Kéita Fadiara Madjou, qui fait office de porte-parole des cliniciens privés du département, en sa qualité de président d'un syndicat créé pour la défense des acteurs. A savoir le Syndicat national des Employés des Infirmeries Pri-



Une vue d'une des boutiques à injection qui pullulent la région de Vavoua avec la bénédiction du Dr Tia

vées de Côte d'Ivoire (Syneipci). A l'entrée de cette clinique ouverte en plein centre ville de Vavoua, au bas d'un immeuble en bordure de la voie principale traversant la ville, nous sommes accueillis par Doumbia Moustapha, assistant de M. Kéita. Ce jeune déscolarisé âgé de 23 ans qui a arrêté les cours en classe de 4ème au Lycée moderne de Séguéla, après un passage dans un atelier de mécanique automobile, exerce dans ce centre depuis 2003. C'est lui qui se porte au contact dès que nous mettons les pieds dans cette clinique qui, à première vue, à toute l'apparence d'une boutique. En compagnie d'Abdoulaye Sidibé, apprenti infirmier, (déscolarisé de niveau CM 2) qui lui sert d'aide-soignant depuis deux

ans maintenant, il nous demande dans un français approximatif le mal dont nous souffrons. Après un bref échange sur notre mal que nous identifions comme étant une carie, ce jeune "médecin de garde" en l'absence du maître des lieux (son patron M. Kéita Fadiara Madjou), nous conduit dans une pièce insalubre qui sert de salle d'extraction dentaire. Et nous demande de nous coucher. Ce que nous refusons sous prétexte d'une peur bleue de l'extraction. « Mieux vaut enlever. Le calmant est pour un petit moment. Après la douleur va venir et tu peux pas dormir. Faut enlever, c'est mieux. Je vais faire ça à un prix bon comme tu es le premier client », lance-t-il tenant en main une paire de ciseaux, gagnée par la rouille et non stérilisée comme pour nous signifier qu'il est prêt à entamer l'opération. Mais nous restons fermes sur notre position en optant pour le calmant. « J'ai pas ce médicament ici. En fait, le médicament est là mais je ne sais pas c'est lequel. C'est pour ça que tu dois repasser. Faut repasser. Patron sera là et va s'occuper de ça », lâche-t-il. Avant de nous faire visiter dans une approche marketing le centre dans tous ses recoins. Ce qui nous permet de passer en revue les deux dernières pièces dont l'une sert de salle d'hospitalisation et la dernière de bureau du patron. « Mais où vous approvisionnez-vous en médicaments ? », dis-je. A cette question, le jeune médecin qui se proposait de nous faire à moindre frais (2000 F) une extraction dentaire, répond sans ambages : « C'est à la pharmacie du district de santé qu'on prend. Patron nous envoie chercher les médicaments là-bas sur des motos », indique-t-il.

### ENVIRON 200 BOUTIQUES À INJECTIONS...

Peu après, nous mettons le cap sur une autre des cliniques qui pullulent

la ville de Vavoua (plus d'une quarantaine d'officines y exercent en toute illégalité sans le niveau requis et le personnel qualifié). La nouvelle clinique qui nous accueille est située à quelques mètres de la grande mosquée de Vavoua. A mi-hauteur de l'entrée, il est inscrit de manière bien visible « infirmerie privée » avec un signe + au rouge pour attirer l'attention de tout requérant de soins. Une fois à l'intérieur, nous trouvons installés dans un petit salon des amis du docteur M. Kéita Ahmed. Ceux-ci devisent autour d'une théière. Pendant ce temps, le maître des lieux s'affaire à soigner un patient. Ce dernier, qui présente un cas de paludisme, a eu droit comme traitement à une injection. Lors de l'entretien qu'il nous accorde, il se présente comme un agriculteur reconvertisseur en agent de santé, après une brève formation reçue dans une école de santé lors d'un séjour en Guinée entre 2002 et 2003. Soit moins d'un an. « J'ai fait une école de santé en Guinée. J'ai ouvert ma clinique et je n'ai pas de problème grâce à la bonne collaboration avec le directeur départemental de la santé Dr Tia qui nous reconnaît et qui nous donne des formations en soins infirmiers. C'est lui l'autorité. S'il nous reconnaît, c'est que nous ne sommes pas clandestins. S'il ne nous reconnaît pas, il ne nous aurait pas dit de venir suivre une formation que nous payons à 45600 F chacun et il ne nous livrerait pas du médicament du district de santé », a-t-il justifié. Mais à la question de savoir les modules qui leur sont dispensés, le clinicien Kéita avoue ne pas en savoir davantage. La raison, il n'a jamais mis les pieds au district (lieu de la formation). C'est plutôt son apprenti Michel Tiendiébrégo, ancien bouvier, qui s'y rendait à ses moments de repos. Et ce dernier parvient à ce jour à diagnostiquer et traiter les cas de palu, de fatigue générale, de méningite, de tétanos. Et fait à merveille les sutures et les circoncisions. « J'ai payé la formation pour éviter que le DD ne fasse fermer mon centre. Il a dit que celui qui ne paierait pas, verrait sa clinique fermée. J'ai payé pour éviter des problèmes avec lui. D'ailleurs, au moment de la formation, j'étais

en Guinée et il y a seulement une semaine que je viens de rentrer. C'est mon petit qui partait à la formation. J'étais en voyage dans mon village en Guinée. Moi j'ai payé et je n'ai eu aucun problème », a-t-il signifié. Avant de révéler n'avoir pas été le seul à agir ainsi. « C'est ce que tout le monde a fait. Nous avons payé et nous ne sommes pas allés à la formation. Ceux qui sont partis sont infirmes par rapport à tous ceux qui ont payé. Nous sommes à peu près 700 cliniciens. Sur ceux qui ont payé, il y a seulement 63 qui ont pris part à la formation qui ne se faisait pas de manière régulière. Chaque jour, il y avait une nouvelle tête pour émerger et après que le nouveau venu s'était acquitté du montant exigé par le Directeur départemental Dr Tia, il ne mettait plus les pieds à la formation », a-t-il lâché. Non sans noter n'être pas outillé à exercer l'activité de soins mais il est devenu un acteur tout simplement pour arrondir ses revenus mensuels. « Je sais que je n'ai pas toute la qualification. C'est pourquoi je suis les formations quand je suis disponible. A cet effet, j'ai pris part à une première formation à Daloa. Et j'arrondis mon revenu mensuel avec cette activité. C'est pourquoi, je prends ça au sérieux. La consultation est à 500 f. Nous avons beaucoup de patients surtout pendant les périodes de traite. A ce moment-là nous ne chômons pas. Ce qui réduit un peu notre bénéfice, c'est que parmi nos clients, se trouvent des amis et des parents qui nous font confiance mais qui paient moins que les autres n'ayant aucun lien avec nous », précise-t-il. En partance pour une visite dans une autre clinique, l'apprenti de M. Kéita (président du syndicat) nous informe de l'arrivée de son patron au bureau. Celui-ci, lors de notre échange, se présente comme un infirmier diplômé d'Etat à la retraite.

### RACKETTÉS PAR LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE LA SANTÉ

De notre entretien, l'on retient que dans le cadre de la reconnaissance de

### Suite de page 6

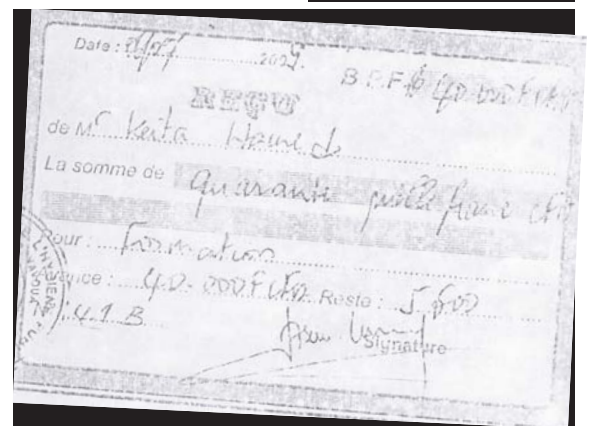
## INSTITUT KLAVNEC

Coiffure - Esthétique - Onglerie  
Piercing - Tatoo - Massage - Soins de corps  
et une grande salle de Musculation



### INSTITUT KLAVNEC

Situé à Angré CNPS, après le carrefour, près du Groupe scolaire Saint-Marc  
Tél: 08 13 93 56 / 66 07 33 42



Fac similé d'un reçu de formation délivré et signé par le DD Dr Tia.

**Suite de la page 5**

leur activité, à la suite d'une première formation de mise à niveau en soins infirmiers, chaque clinicien a souscrit à un programme de formation concocté à leur intention par le directeur départemental Dr Tia. Et les participants sont en attente de leur certificat de fin de formation. Un sésame de leur reconnaissance qui tarde à leur être délivré. « Nous ne savons pas pourquoi depuis que la formation en pathologie médicale que nous dispense une équipe dirigée par le directeur départemental de la santé lui-même, a pris fin, nous demeurons dans l'attente de l'attestation de fin de formation et d'exercice. Nous ne le savons pas. Ce qui est sûr, nous avons payé. Et nous attendons ce à quoi nous avons droit pour exercer normalement puisque le directeur départemental a noté que cette attestation va nous autoriser à exercer de manière régulière », a souligné M. Kéita qui dit ne pas craindre un reniement de la part du directeur départemental. « S'il y avait une mauvaise foi de sa part, il ne nous livrerait plus les médicaments au niveau du district. Puisque la fourniture de médicaments à nos structures n'a pas été suspendue, il n'y a donc pas le feu en la demeure », ajoute-t-il. Interrogé sur le point des prestations, il note que seules les consultations pour palu, migraine, la méningite, maux de ventre sont réalisées dans les cliniques privées.

**SANS ÉTAT D'ÂME  
POUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE  
DANS LA RÉGION**

Des propos qui s'avèrent être un véritable canular à la lumière des confidences de certains des ex-patients de ces cliniques, aujourd'hui marqués à vie après un traitement dans les "boîtes à injections". Mais aussi et surtout de professionnels de la santé exerçant à l'hôpital de Vavoua ainsi que dans les centres de santé communautaires de la région. « Ils se limitent pas qu'au paludisme, à la fatigue et autres comme ils le prétendent. Ils font les CPN, les accouchements, les avortements, les extractions dentaires, traitent les fibromes et les crises herniaires. Nous recevons



**Des jeunes déscolarisés sans aucun niveau sont les médecins à Vavoua**

ici à l'hôpital les dégâts de leurs prestations. Il ne se passe pas de mois par exemple sans que nous ne recevions une femme enceinte mal au point qui était dans leurs mains. Quand ils arrivent à faire accoucher la patiente, ils ne parviennent pas à arrêter les hémorragies de la délivrance qui entraînent la mort des patientes. Avec le saignement, ils ne savent pas quoi faire. On amène la patiente chez nous. A ce moment, c'est un problème de transfusion sanguine. Quand il n'y a pas de sang sur place, on l'évacue à Daloa. Le temps d'arriver là-bas, c'est trop tard. La patiente décède. Et il y a eu plusieurs cas de cette nature », déclare le directeur de l'hôpital général, Dr Kouassi. Avant de lancer un appel au ministre de la Santé pour mettre fin au règne des clandestins protégés par son collaborateur qu'est le DD. « C'est le lieu d'attirer l'attention des autorités pour mettre fin à ces pratiques illicites. Ces cliniques constituent un véritable problème de santé publique, un os à la sécurité sanitaire dans la région de Vavoua. Cela fait huit mois que le DD a été inter-

pellé mais il ne mène aucune action dans le sens de la fermeture. Pis, il les protège en leur donnant des formations en soins infirmiers, en pathologie médicale et leur livre les médicaments destinés aux centres de santé communautaire », souligne-t-il. Pour sa part, le gynécologue de l'hôpital de Vavoua, Dr Zalé, déplore l'appui du premier responsable de la santé dans le département en l'occurrence le Dr Tia André aux clandestins. « Notre supérieur hiérarchique, le D.D Dr Tia qui est censé combattre les clandestins, les forme. Il leur donne des formations en pathologie médicale. Or, c'est du fait de l'existence et l'exercice illégal de ces centres de santé informels que les populations désertent l'hôpital et les structures officielles », estime Dr Zalé. Avant de révéler avoir reçu des parturientes dont les bébés ont été charcutés par les clandestins dans les cliniques privées. « Toutes les patientes qui sont passées dans les mains des médecins et infirmiers auto-proclamés et par procuration, ne pourront plus enfanter. Elles ne connaîtront plus la joie de la mater-

nité car après les prestations des clandestins qui ne sont pas des professionnels de l'accouchement dans des cases sanitaires quelconques, elles présentent des ruptures utérines et des déchirures du périnée », ajoute ce cadre supérieur de la santé. De son côté, M. Kouadio Luc Kouamé, chargé de la vaccination, estime que le DD est le premier responsable de l'anarchie qui prévaut dans le district sanitaire de Vavoua. « M. Kéita qui est le président des cliniques privées illégales prétend être ivoirien et infirmier diplômé à la retraite. Il n'en est rien. J'ai eu l'occasion de superviser les activités de ces opérateurs de santé. Sur près de 700 cliniciens, aucun n'a pu me produire un document authentique. Aucun acteur n'a ni le niveau, ni la compétence requise et ne bénéficie de la caution d'aucun médecin conformément aux textes. Et toutes les informations que nous avons mises à la disposition du ministre de la Santé ont été bloquées par le D.D. Il ne les a jamais fait remonter. L'acte de formation des clandestins qu'il fait est illégal. S'il faut former des gens sur le terrain qu'il n'ont ni la compétence, ni le niveau moyennant de l'argent, à quel dessein le fait-on ? Quand tu l'inter-

pelles, il trouve que tu es contre lui et te met sur une liste noire. Le désastre sanitaire qui plane sur la région, il en a cure. Tout ce qui l'intéresse, c'est se faire de l'argent sur l'autel de la clandestinité des opérateurs illégaux de la santé », précise-t-il. Face à l'insécurité sanitaire qui prévaut dans sa région natale, l'honorable Doueli Bi interpelle le ministre Allah Kouadio. « Les cliniciens qui sont plus nombreux dans les villages et campements, notamment Pélézi, Monoko Zohi, font les hospitalisations, les accouchements. En juillet dernier, à Prozi 135 Km de Vavoua, n'ayant pas pu faire accoucher une patiente, ils ont découpé le bébé. Arrivé à l'hôpital ici, le gynécologue a constaté les dégâts. C'est une situation grave que Dr Tia refuse qu'on pose lors des réunions du comité de gestion (Coges) de l'hôpital. Mon souhait, que le ministre de la santé par votre canal se penche sur la situation ici sinon un drame sanitaire est aux portes de Vavoua », plaide le chef du village honoraire de Vavoua. Vivement que cet appel soit entendu pour mettre un terme au règne des « boutiques à injections » qui pullulent dans la région avec la bénédiction du DD André Tia.

**Les manigances du Dr Tia André**

Premier responsable d'une aire sanitaire de 6500 km2, le Directeur Départemental de la santé de Vavoua croit pouvoir narguer « L'intelligent d'Abidjan ». Après plusieurs rendez-vous pour livrer sa version des faits, celui qui joue sur la précarité de la situation du département de Vavoua non encore couvert par la police légale et la justice, pour racketter les cliniciens clandestins, a adopté une attitude de visant à narguer votre journal préféré. Profitant du temps qu'il s'est offert, et croyant avoir effacé les preuves de sa forfaiture sur le terrain, en récupérant les coupures de reçu de formation le compromettant, Dr Tia a décidé de jeter le discrédit d'emblée sur le ministère de la Santé. A ce niveau, il a jeté son dévolu sur des collaborateurs intègres du ministre Allah Kouadio en voyant leurs mains dans l'enquête de l'IA. Aidé de quelques agents doubles qui ne portent pas l'IA dans leur cœur, il voulait rencontrer le ministre Allah Kouadio avec une lettre à l'appui pour dénoncer, d'après lui, ceux qui travaillent contre le premier responsable du département de la santé. Mais, cet acteur véreux du système de santé dans la région de Vavoua a été rattrapé par ses propres turpitudes. Tous les reçus qu'il croyait avoir récupérés pour se laver les mains dans cette affaire et livrer les cliniciens qu'il a escroqués en leur faisant croire qu'il leur livrerait des attestations d'autorisation pour exercer de manière régulière, ne sont pas tombés dans ses mains. Chargé de cette sale besogne, M. Kéita, guidé par le bon sens, a pris le soin de garder par devers lui des reçus dont ceux de la brousse. « L'un des membres m'a conseillé de prendre des dispositions par rapport au Dr Tia qui ne lui inspirait pas confiance. Celui-ci a eu raison car le DD a voulu nous doubler. Après avoir pris l'argent avec nous, nous apprenons qu'il a rédigé une lettre dans notre dos pour informer le ministre Allah Kouadio de la situation et solliciter la police sanitaire pour fermer nos cliniques. Il croit pouvoir se débarrasser de nous aussi facilement. Pour sa gouverne, nous ne lui avons pas donné tous les reçus. C'est seulement ceux de la ville qu'il a récupérés. Mais ceux des villages sont toujours disponibles et je les ai en lieu sûr. On verra bien qui tombera le premier et qui se fera le plus de mal », souligne M. Kéita. Comme quoi, le DD Tia qui a cru s'être suffisamment couvert en roulant dans la farine les cliniciens, sera rattrapé par ses turpitudes. Tant il est vrai que le salaire de la trahison, de la cupidité et de la corruption, c'est la chute.

La rédaction

**Ce que disent les textes**

Tout promoteur d'une infirmerie privée doit remplir des conditions prévues par la loi. Celles-ci se déclinent en trois points majeurs. Le promoteur doit être de nationalité ivoirienne. Outre ce point, le responsable de l'office doit être infirmier diplômé d'Etat à la retraite ou ayant bénéficié d'une retraite anticipée. Il doit en dernier point avoir la caution d'un médecin en exercice.

M.T.T

QUAND LA CULTURE S'EMBALLA

**Flash** *afrik*

MAGAZINE CULTUREL ET PEOPLE

C'est afro. c'est diaspo. c'est people.  
C'est culturel et c'est business

Flash **CES HÉRITIERS FOUS**

Flash **CORPS A CORPS**

Flash **DANGER A LA RTI!**

Flash **ACCUSÉS, LEVEZ-VOUS!**

Flash **LE SECRET DU BAZIN**

Flash **CELLE QU'IL AIME**

**Du nouveau sur la toile**

Même en Vacances, on prépare la Rentrée  
Votre magazine culturel et people africain change de look :

- \* Nouvelle conception graphique
- \* Nouvelles rubriques
- \* Nouvelle adresse
- \* Des vidéos 6 de la musique en ligne
- \* Plus de capacité
- \* Plus près de vous
- \* De la nouveauté branchée

**Nouveau look et nouveau format**

Tous les mardis

Désormais pour avoir accès au site, tapez : [www.flashafrikleomag.com](http://www.flashafrikleomag.com)

FlashAfrikmag, quand la culture s'emballa

## La réaction du Dr Tia André

M.T.T

### "J'ai le soutien du cabinet du ministre de la Santé"

**Accusé d'être le commanditaire de l'installation anarchique des cliniciens de Vavoua, nous avons rencontré le Directeur Départemental de la santé qui, dans cet entretien, nous livre sa part de vérité.**

Vous êtes le premier responsable de l'administration sanitaire au niveau de Vavoua. Comment expliquez-vous la floraison des cliniques privées clandestines ?

Avant tout propos, j'aimerais vous faire savoir que ce n'est pas moi qui les ai installées. C'est une situation que j'ai trouvée sur le terrain à mon arrivée dans le département suite à mon départ de Toumodi. A mon arrivée en 2007, j'ai fait l'état des lieux et j'ai trouvé qu'il y avait des problèmes à tous les niveaux. Tout fonctionnait sans directives. Au niveau du privé, mes collaborateurs que j'ai trouvés sur place m'ont fait savoir qu'il y avait au départ 200 cliniques privées qui ont par la suite foisonné du fait de la guerre pour dépasser le chiffre de 600. J'ai demandé un recensement et ce sont environ 80 qui se sont fait enregistrer. Ceux-ci m'ont fait savoir qu'ils ont un responsable en l'occurrence M. Kéita. J'ai rencontré celui-ci en compagnie de quelques membres de mon équipe cadre. Lors des échanges, j'ai constaté que ces cliniciens n'avaient ni autorisations d'exercer ni le niveau requis. Il s'agit essentiellement de bouviers, de bouchers, et de menuisiers. Je voulais engager la répression mais quand j'ai expliqué la situation à l'ancien Préfet, il m'a conseillé de mettre la balle à terre. Il m'a dit que le rebelle n'est pas seulement celui qui porte les armes. A partir de ce moment, il fallait opter pour l'encadrement surtout que la police sanitaire n'est pas présente



Fac-similé du reçu de formation délivré par Dr Tia.

dans le département. Je n'allais pas jouer les rodés surtout que le Préfet même me dit de faire attention. Il fallait opter pour l'encadrement.

#### Est-ce cela qui vous a amené à initier des formations ?

Je me suis dit qu'il faut les encadrer pour qu'ils ne commettent pas plus d'impairs. Vous devez savoir qu'ils réalisent les CPN, les extractions dentaires, les accouchements en somme des prestations qui ne relèvent pas de leurs prérogatives et leurs compétences. J'ai donc rédigé un projet de formation que j'ai soumis au directeur régional de la santé à Daloa qui m'a donné le quitus. Mais des membres de mon équipe cadre se sont opposés. D'autres ont accepté. Mais en contrepartie, il fallait les intéresser.

Ce qui vous a amené à exiger le paiement de 45.500 F à chaque clinicien...

Ne posez pas le problème de cette manière. Pour toute formation, il faut intéresser les formateurs. Il s'agit pour moi de les encadrer et les contrôler. Il fallait leur faire croire que j'allais leur donner une attestation d'exercice à la fin de la formation pour régulariser leur situation. Et cela a fait son effet, puisqu'ils sont venus nombreux pour prendre part à la formation. Je vous rappelle qu'ils sont à 90 % des étrangers et font des chirurgies à ciel ouvert.

Combien avez-vous recueillis comme fonds et comment s'est passé le partage du butin ?

Je ne peux pas le dire ici car c'est mon pharmacien qui recueillait les fonds.

Combien avez-vous exigé à chaque clinicien ?

Je ne peux pas vous répondre car c'est le pharmacien qui encaissait les sous.

Nous avons pourtant des reçus de la formation signés de vous...

Je ne sais à quoi vous faites allusion. Nous lui présentons un coupon. Il s'énerve. L'entretien vire au pugilat et s'achève sur des menaces.

Vous ne pouvez rien contre moi. Vous ne savez pas où l'argent partait. Donc vous pouvez écrire ce dont bon vous semble mais vous ne pourrez pas me faire tomber car j'ai le soutien du cabinet du ministre de la Santé.

## Note de la rédaction

Après des menaces de mort proférées contre notre personne dans le maquis au Dokui, le Dr Tia André s'engage dans une tentative de corruption. En présence d'un ami mien agent de police, il nous propose 1 million que nous refusons. Il se lève bruyamment en nous lançant qu'il sait à qui s'adresser pour empêcher la parution de l'article. Notre directeur général. Comme nous avons fait le tour de la question et pour éviter de le laisser continuer de sévir, nous publions notre enquête. La balle est désormais dans le camp du ministre Allah Kouadio et de ses collaborateurs mis en cause dans le "mangement" du Dr Tia.

## Des menaces de mort suscitées contre notre collaborateur

Le Directeur départemental est assurément une personne irresponsable et sans scrupule. Avec le temps, nous avons fini par avoir une piste des personnes cagoulées lâches qui lançaient par téléphone des SMS de menaces de mort contre des agents de l'IA. Dont notre collaborateur MTT. Cette piste conduit à lui. Les appels de mort qui nous ont émus et nous ont amené à différer la parution du dossier par souci de protéger notre collaborateur, n'étaient orchestrés et alimentés que par lui. D'ailleurs de manière directe, celui qui joue sur l'absence de la justice et de la police légale dans la région de Vavoua pour opérer son escroquerie sur des clandestins qui voyaient en lui un messie, un sauveur alors qu'il ne s'agit que d'un arnaqueur, a fini par lâcher ses acolytes en lançant des menaces de mort. Il a fini par jeter le masque en balançant hier à 11 heures 43 un SMS de menace de mort sur le portable de notre collaborateur. « Tu vas m'entendre d'ici peu », ainsi se présentait le SMS envoyé du 05601949. Les autorités compétentes sont interpellées. Dr Tia doit être entendu avant qu'il n'opère son funeste projet d'assassinat. Hormis les menaces de mort projetées contre des agents de l'IA, ses collaborateurs au niveau de Vavoua sont également sur son calepin. A ce propos, le chargé de la couverture vaccinale du district M. Kouadio Luc a reçu sa part. Son véreux patron le DD lui a envoyé un SMS le mardi 1er septembre 2009 pour le mettre en garde. Motif, celui-ci nous aurait appuyé pour réaliser l'enquête sur le terrain. Depuis lors, ce collaborateur vit dans une angoisse qui ne dit pas son nom. Bien avant, c'est le directeur de l'hôpital Dr Kouassi qui a payé le prix de la furie du DD. Ce dernier avait été pratiquement séquestré et soumis à un interrogatoire avec l'appui du directeur régional de la santé de Daloa. Depuis lors, Dr Kouadio est devenu très loquace sur le sujet des infirmeries privées clandestines qui mènent une concurrence déloyale à l'hôpital de Vavoua et participent à la désertion de cette structure par les patients. « Je ne veux plus parler de ce sujet. Moi, je ne peux pas accepter que des personnes aillent dans ma région opérer un désastre sanitaire et me taire. C'est pourquoi j'ai donné de la voix dans ce dossier. Si le ministre de la Santé ne veut pas prendre ses responsabilités, qu'il laisse. Moi je suis fatigué de ce dossier. J'en ai assez », a fulminé au téléphone le Dr Kouassi. Un professionnel de la santé déboussolé par l'attitude irresponsable de son collègue et patron Dr André Tia. Tout compte fait, à notre niveau, le chantage et les menaces de mort ne prospéreront plus. Maintenant que nous sommes passés à la publication tant redoutée parce que menaçant leur "mangement", les escadrons de la mort du Dr Tia venus de Vavoua ou leur relais à Abidjan, peuvent agir. Nous attendons sereinement.

La rédaction



### Groupe scolaire "Le Phénix"

#### Ecole Primaire et Maternelle

Rentrée scolaire 2009-2010

**Le Groupe scolaire "Le Phénix" vous procure:**

- ⇒ Enseignement sérieux, rigoureux, dispensé par des enseignants qualifiés
- ⇒ Cadre idéal avec toutes les infrastructures
- ⇒ De bons résultats à l'entrée en 6ème (100 % de réussite)
- ⇒ Cours d'anglais dès le CP2 et initiation à l'informatique
- ⇒ Cours de soutien pour enfants présentant des difficultés scolaires

⇒ Cantine scolaire 

⇒ Transports d'enfants 

### TARIFS EXCEPTIONNELS

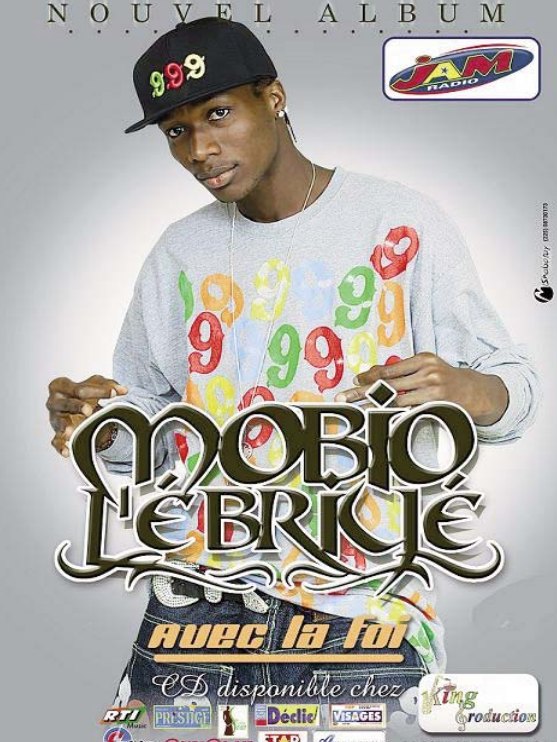
Maternelle	140 000 FCFA
Primaire (CP1 au CM2)	150 000 FCFA

Les inscriptions ont débuté, et se poursuivent tous les jours ouvrables : de 8H à 16H venez dès maintenant inscrire vos enfants...  
**NB : Places limitées**

**Contacts : 22 47 64 48 / 05 24 22 73**  
Située à la Riviera III en face du Lycée Français

**L'excellence se prépare au Phénix. Sécurité garantie...**

NOUVEL ALBUM



**MOBIO L'ÉBRICÉ**

Avec la foi

Disponible chez

- RTI
- PROSTACT
- Dedie
- VISAGES
- STAR
- PRODUCTION

22443648/05018101

**MATCA**

Honoré Kouassi

# Des tractations pour le maintien du DG Camara Moustapha

Le Directeur général de la Mutuelle d'Assurance des taxis compteurs d'Abidjan, M. Camara Moustapha, pourrait reprendre son poste. Depuis hier, les tractations vont bon train dans le sens de la réconciliation.



Adama Coulibaly, le nouveau PCA de la MATCA tient toujours la barre.

**LES DIRIGEANTS ACTUELS DE LA MATCA** (Mutuelle d'Assurance des taxis compteurs d'Abidjan) entendent montrer leur bonne foi pour assurer la pérennité des activités de cette maison d'assurance et préserver les acquis. Pour ce faire, en dépit des mésententes qui ont conduit à la désignation d'un nouveau bureau du conseil d'administration, présidé par Adama Coulibaly, les états généraux de la MATCA (les administrateurs) subissent une grande pression. Les tractations qui ont lieu, ont trait aux conditions du retour du DG M. Camara Moustapha. Celui-ci a été débarqué le 28 août dernier en même temps que M. Bakayoko Sidiki. Selon des sources proches de la MATCA, le retour du DG ne pose aucun problème. Toute chose qui démontre la capacité des dirigeants actuels de la MATCA à concilier tous les travailleurs et faire face aux défis qui s'imposent à eux. A savoir être à mesure de répondre aux attentes des taxis compteurs, parvenir à trouver les moyens pour recapitaliser le capital social de la so-

ciété, conformément aux dispositions du code CIMA jusqu'en avril 2010. Preuve en est que le dimanche 30 août dernier, Adama Coulibaly, nouveau président du conseil d'administration de la MATCA, a invité celui-ci à reprendre son poste. Une rencontre prévue pour hier censée se prononcer sur le contour de la crise ainsi que les priorités des nouveaux dirigeants n'a

pu se tenir. Cependant, il convient de noter qu'à la Direction générale de la MATCA, les activités se poursuivent. A part le lundi où des propriétaires de taxis compteurs ont eu du mal à se procurer l'assurance MATCA, en raison des perturbations dues à des manifestations qui ont été d'ailleurs étouffées très tôt par la police.

## Programmes économiques, PPTÉ,...

H.K

# Abidjan sous pression des institutions financières

Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et la Banque africaine de développement (BAD) ont entamé le 2 septembre 2009 une mission d'évaluation des programmes économiques qui s'étendra sur deux semaines.



Charles Diby Koffi rassure le chef de mission du FMI

**UNE MISSION CONJOINTE D'ÉVALUATION** des programmes économiques de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement se tient du 2 au 16 septembre 2009. Le ministre de l'Economie et des Finances, Charles Diby Koffi, recevant le chef de mission, Mme Boris Ross, a assuré la disponibilité des autorités ivoiriennes à leur fournir toutes les informations nécessaires pour l'accomplissement de cette mission qui s'avère importante dans l'appréciation du niveau de réalisation des programmes économiques. Cette première mission de ces institutions vise à évaluer les programmes économiques et financiers soutenus par la FRPC (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance). Selon le ministre Charles Diby Koffi qui revient d'un long voyage dans l'Hexagone, cette mission est très importante, vu qu'elle constitue une étape décisive devant conduire à l'allègement de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire, dans le cadre de l'Initiative PPTÉ. Pour témoigner l'importance des programmes économiques et financiers pour le gouvernement de Côte d'Ivoire, le ministre a fait un rappel des dispositions mises en place. Il s'agit entre autres d'un comité interministériel présidé par le Premier ministre et d'une cellule stratégique placée sous la responsabilité du comité interministériel. A

en croire Charles Diby Koffi, toutes ces structures travaillent pour la bonne exécution des programmes économiques en vue de l'atteinte de l'objectif final, à savoir l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTÉ. Aussi le ministre a-t-il réitéré sa reconnaissance à la communauté financière internationale et particulièrement au directeur général du FMI, M. Dominique Strauss Khan. Lui qui fait honneur à la Côte d'Ivoire, en lui rendant visite dans le courant 2009.

Au cours de cette première mission d'évaluation, les fonctionnaires de la Banque mondiale, du FMI et de la Bad rendront visite à diverses directions. La gestion de la filière café-cacao et le secteur de l'énergie font partie des priorités de ces missionnaires dont les rapports constitueront, à n'en point douter, une étape importante pour la Côte d'Ivoire, en ce qui concerne la conclusion de nouveaux programmes financiers, le point d'achèvement de l'initiative PPTÉ...

**Pour joindre la Rédaction appeler au 22-42-71-61**

## 4ème Conférence annuelle sur la noix de cajou

HYK

# La Côte d'Ivoire invitée à collaborer avec la Tanzanie

Les travaux du 2ème jour de l'ACA (African Cashew Alliance) ou (Alliance Africaine du Cajou) ont livré leur résultat, le 2 septembre 2009 à l'hôtel Ivotel, Plateau.



La noix de cajou, une ressource à préserver.

**LES TRAVAUX QUI ONT PORTÉ** sur les problématiques suivantes : « culture du cajou et augmentation du revenu ; plan du travail à succès, application du prêt, innovation, marketing et commerce équitable » ont suscité la recommandation principale d'une collaboration de la Côte d'Ivoire avec la Tanzanie pour accroître les performances de la filière sur le marché international et l'amélioration des revenus des producteurs de cette noix venue du Brésil. Car si la Tanzanie n'est pas le premier producteur africain, elle a réussi à s'imposer par la qualité de ses noix sur le marché international. Introduit en Côte d'Ivoire comme couvert végétal pour lutter contre la déforestation croissante et l'avancée du désert dans les zones du nord, l'anacardier suscite un intérêt économique certain chez les populations du fait de la croissance exponentielle des cours des noix de cajou. Aujourd'hui, l'anacardier est une culture importante du secteur de l'agro-business car le volume de production est passé de moins de 6000 tonnes de noix brutes en 1990 à plus de 330.000 tonnes en 2008. Hissant ainsi la Côte d'Ivoire au rang de 1er producteur africain et premier exportateur mondial. Toutefois, un constat global se dégage : les noix de cajou ivoiriennes tout comme celles d'autres pays africains ne sont pas tribu-

taires de la qualité qui fait la renommée de la Tanzanie. Aussi, face aux besoins réels du marché-restreint-convient-il d'améliorer les performances en apportant plus de transparence à la fixation du prix. En outre, la trop forte inclination de la filière vers l'exportation pourrait trouver une solution si les producteurs, avec l'aide des capitaux des banques, copient le modèle d'industrialisation de la filière au Mozambique. C'est d'ailleurs cette vision qui motive l'appel de M. Chérif Ibrahim à l'endroit des banques : « Je voudrais dire à nos banques que le commerce de cajou se fait en Côte d'Ivoire. Soyez convaincues qu'avec vous ou sans vous la noix de cajou sera vendue. Je souhaite que vous nous apportiez l'assistance nécessaire », a-t-il conclu.

## Institut Supérieur de Gestion et d'Economie Appliquée

- Nos filières**
- Caisse banque
  - Caisse super marché
  - Caisse pharmacie
  - Caisse comptable
  - Aide soignant(e)
  - Auxiliaire de pharmacie
  - Inspecteur commercial
  - Délégué médical
  - Secrétaire comptable / bureautique
  - Terminale G1 et G2
  - Première G1 et G2
  - Seconde G1 et G2
  - BEP Comptabilité
  - BEP secrétariat
  - Cycle BTS et cycle INGENIEUR**

Renseignements et Inscriptions :  
1er Etage Imm. GYAM au PLATEAU  
à côté de l'Imprimerie NATIONALE  
TEL : 20 22 07 86 / 05 74 16 15 / 08 65 20 93 / 0151 72 58  
NB : Informatique gratuit, Stage garanti - Salles climatisées  
www.isgea.com / Email groupeisgea@yafoofr

## Eliminatoires Can-Mondial 2010 (Côte d'Ivoire-Burkina) / Kader Kéita :

KY

# "On n'a pas besoin de match nul à domicile"

**L'OPPOSITION CÔTE D'IVOIRE-BURKINA FASO** prévue pour le samedi 5 septembre 2009 au stade Félix Houphouët-Boigny comptant pour la 4ème journée des éliminatoires de la Can et du mondial 2010 sera épiquée. Les Burkinabè n'entendent pas lâcher prise devant les Ivoiriens. Hier jeudi 3 septembre 2009 à l'Hôtel du Golf, le sélectionneur de l'équipe nationale Vahid et certains de ses poulains ont animé une conférence de presse pour rassurer les Ivoiriens. La première partie de la conférence a été animée par Kader Kéita, Faé Emerse et Souleymane Bamba. Les poulains de Vahid ont affiché, lors de leur intervention, une sérénité de nature à conclure que les Etalons n'auront aucune chance demain. « C'est un match difficile, nous nous préparons, et nous sommes confiants parce que nous les avons déjà battus », a dit le défenseur Bamba Souleymane. Toutefois, ils n'ont pas manqué de rappeler que l'équipe du Burkina n'est pas à négliger. « Ça ne sera pas un match facile. On essaie de se



**Kader Kéita a invité ses coéquipiers à prendre leurs adversaires au sérieux.**

concentrer. On n'a pas besoin de match nul à domicile », dira Kader Kéita, l'ailier droit évoluant à Galatasaray en Turquie. Les Éléphants ont encore lancé un appel vibrant aux supporters ivoiriens. « Nous deman-

dons au public de venir nous soutenir. N'oublions pas que c'est un match de football. Tout est possible. Restez donc avec nous », a fait savoir Faé Emerse de l'OCG Nice. Quant au coach Vahid, il a insisté sur le fait

que la victoire de la Côte d'Ivoire ne dépend pas des adversaires mais de la qualité du jeu produit pour les déstabiliser. « La victoire dépend de nous mais pas des adversaires. J'ai certes des difficultés pour former l'équipe mais je reste très optimiste car j'ai confiance à mon équipe », rassure Vahid. Lors de son intervention, le sélectionneur ivoirien a émis des inquiétudes relativement à l'absence de N'Dri Koffi Romaric et de Baky Koné. « Romaric est un milieu très important. C'est le seul milieu offensif jouant du pied gauche dans l'équipe. Pour le moment, il n'y a pas encore de solution pour le

remplacer. Malgré l'organisation de l'équipe, il sera difficilement remplaçable », s'est inquiété le coach des pachydermes. Avant d'ajouter que l'attaquant marseillais Koné Baky aurait pu peser sur la défense burkinabè. Interrogé sur la défaillance de la défense, Vahid a confirmé que celle-ci n'inspire pas trop confiance. En revanche, il entend mettre en place, un dispositif adéquat pour renforcer le bastion défensif. Au terme de sa conférence, il a invité les Ivoiriens à rester sereins et à venir massivement participer à l'événement du samedi qui, selon lui, sera une fête.

### Ils ont dit

**KONÉ KOUAMATIEN (Milieu) :** "Il faut absolument gagner ce match"  
"Je pense que ce match est très important pour nous. Si on veut bien voir, c'est la qualification pour le mondial que nous allons jouer. Ce qui veut dire que nous n'avons pas droit à l'erreur. Il faut absolument gagner cette rencontre. Pour ce qui est de l'ambiance au niveau du groupe, il n'y a vraiment pas de problème. Nous sommes prêts pour ce match et le peuple peut espérer".

**LOLO IGOR (Défenseur) :** "Nous ne sous-estimons pas l'adversaire"  
"Nous prenons ce match sans trop de pression, parce que nous jouons à domicile. Nous ne sous-estimons pas non plus l'adversaire. Surtout que

cette équipe du Burkina très conquérante veut aller aussi en Coupe du monde. Nous espérons faire donc honneur à tout le peuple ivoirien. Je crois que nous ferons une victoire puisque nous sommes à un pas de la qualification. Nous sommes un super groupe malgré l'absence de Baky et Romaric. Nous sommes confiants que l'entraîneur à trouver des remplaçants. Nous attendons donc la mobilisation des supporters".

**BOUBACAR SANOGO (Attaquant) :** "Nous savons que ça ne sera pas facile"

"En ce moment, la concentration est de mise. Nous savons que ça ne sera pas un match facile. C'est l'avant-dernier match avant de se qualifier pour le mondial. Et le Burkina viendra jouer son va-tout pour prendre les trois

points. Puisqu'ils savent que s'ils perdent ce match, c'en est fini pour le mondial. Mais nous nous préparons en conséquence. J'espère que les spectateurs seront là pour nous soutenir".

**BOKA ARTHUR (Défenseur latéral gauche) :** "... Ça me fait plaisir de retrouver l'équipe"

"Je suis content de retrouver le groupe pour une autre bataille. Ça fait un bon moment que je suis absent en sélection nationale. Ça me fait plaisir de retrouver l'équipe. C'est un match qui nous donne le billet pour la coupe du monde en Afrique du Sud. Pour cela, nous nous préparons pour bien aborder cette rencontre. Je promets de faire de mon mieux pour gagner ce match".

Propos recueillis par J.P.B

### Recrutement

## Le ciel tombe sur Chelsea

La FIFA a décidé d'interdire à Chelsea de recruter pendant les deux prochains mercatos. Les Blues ne pourront pas se renforcer avant janvier 2011 !

**EN DÉBUT DE SEMAINE,** Peter Kenyon, le directeur exécutif de Chelsea, se déclarait satisfait du mercato effectué par les Blues. Certes, le club londonien n'avait pas recruté pléthore de joueurs (Zhirkov, Matic, Sturridge, Turnbull) mais il avait surtout réussi à prolonger plusieurs cadres (Malouda, Drogba, Cole, Terry). Le moins que l'on puisse dire depuis jeudi, c'est que Kenyon et ses conseillers ont eu le nez creux. Car le club ne pourra pas recruter avant janvier 2011 ! La FIFA l'a annoncé cet après-midi. Les Blues seront interdits de recrutement durant les deux prochains mercatos. Un coup de massue pour le club de Roman Abramovich qui a reconstruit Chelsea à grand renfort de millions depuis son arrivée à Londres en 2003.

### GAIN DE CAUSE POUR LENS

C'est d'ailleurs de l'une de ses nombreuses acquisitions que vient le problème. En 2007, les dirigeants anglais avaient poussé le jeune Gaël Kakuta à rompre son contrat qui le liait



**Roman Abramovich ne pourra pas offrir de nouveaux joueurs à Carlo Ancelotti pendant de longs mois (Reuters)**

à Lens pour signer en leur faveur. Le Racing, où le milieu gauche de 18 ans poursuivait sa formation, voyait partir sa perle pour la Premier League mais décidait de saisir la FIFA. Bien lui en a pris puisque deux ans plus tard, le club de Gervais Martel obtient gain de cause. Lens recevra une compensation de 130 000 euros de la part de Chelsea et de 780 000 de la part du joueur. «La chambre de résolution des litiges a constaté

une infraction de la part du joueur envers son club d'origine. Elle a également établi que le club anglais avait incité le joueur à réaliser une infraction», justifie la FIFA. En plus de son énorme amende, Kakuta, régulièrement aligné avec la réserve des Blues, ne pourra pas non plus jouer pendant quatre mois en match officiel. C'est sans doute le cadet des soucis de ses dirigeants qui n'ont pas encore réagi à la sanction.

**gardez un œil sur la route !**

**ayez le réflexe**  
**ACTUROUTES®**  
**Direct'Trafic**

> par le mobile : [wap.acturoutes.com](http://wap.acturoutes.com)  
> par Internet : [www.acturoutes.info](http://www.acturoutes.info)

Votre abonnement au : 22 50 21 15 / 01 47 65 37 / 67 60 33 11

**AVIS AUX FONDATEURS**

Offre Spéciale Rentrée

A l'occasion de la rentrée 2009-2010 le département Commercial du journal l'Intelligent d'Abidjan vous offre :

**-30% de remise sur tous vos achats d'espace**

⇒ Publi-reportage ;  
⇒ Encarts publicitaires ;  
⇒ Encartages ;  
⇒ Communiqués etc.

**Cel : 07-30-02-78 | 02-27-57-77**

**L'INTELLIGENT D'ABIDJAN**

# Accusé d'être à l'origine de la crise des méthodistes / Le pasteur Jonas Adou réagit: *Réalisé par M.O* " Le Bishop a trompé le président Gbagbo "

**Ami intime du Bishop Benjamin Boni, le pasteur Jonas Adou en mission actuellement au Sénégal pour le compte de l'Eglise protestante méthodiste du Sénégal a été accusé d'être celui qui a mis la puce à l'oreille des méthodistes pour faire éclater la crise actuelle. Nous l'avons rencontré à Abidjan pour explications. Entretien .**



**Le pasteur Adou veut qu'il y ait des négociations pour dénouer la crise (Ph. M.O)**  
Que savez-vous sur la crise qui secoue la grande famille des méthodistes?

Il a été dit à un certain moment donné que l'Eglise protestante méthodiste de Côte d'Ivoire devrait devenir méthodiste unie. Le 3 septembre 2003, j'étais à Madagascar et je suis venu au pays pour dire que moi, je ne voulais pas de cette nouvelle Eglise (méthodiste unie) parce que je ne veux pas changer de dénomination et je préfère rester toujours ce que je suis. C'est-à-dire protestant méthodiste de Côte d'Ivoire. C'est à partir de cet instant que j'ai été vu comme l'instigateur de ce qui allait arriver. Peut-être que les autres avaient pris un vote, mais qu'ils sachent que ce n'est pas une question administrative, mais une question de conviction religieuse. Donc ce n'est pas la majorité qui compte. Moi, je leur dis que je reste et je demeure protestant méthodiste.

**N'étiez-vous pas au stade Félix Houphouët-Boigny en 2003 lors de la célébration de l'intégration ?**

Non, non ! Puisque moi, j'ai dit que je ne veux pas intégrer l'Eglise, donc je n'étais pas au stade. Et si j'y allais, c'aurait été en tant qu'un chrétien qui va assister à une fête chrétienne. Mais, je n'allais pas me joindre aux autres pasteurs pour cette célébration. Pour éviter tout problème, je me suis abstenu d'y être puisque cela ne me concernait pas.

**Quelle est votre analyse sur le verdict donné par le tribunal ?**

J'ai appris que le tribunal avait dit que le Bishop Boni avait fait du faux et après le même tribunal dit que le faux dont le Bishop est accusé n'est pas constitué. Donc, Boni a été purement et simplement relaxé. Mais, le Bishop aussi a porté plainte et il a été débouté par le tribunal qui lui a dit que l'Eglise protestante méthodiste a toujours existé et donc, celle-ci peut utiliser son logo. Donc, pour moi le tribunal a renvoyé les deux parties dos à dos. Il faut que les deux parties continuent

demande donc que la CEVAA me renvoie du Sénégal. Alors la CEVAA a demandé que je revienne en Côte d'Ivoire pour que tous les pasteurs s'asseyent pour se parler. Le Bishop Boni s'est opposé à cette décision.

**Quel est l'avis de la CEVAA sur la question ?**

Pour la CEVAA, c'est une crise dans une Eglise. Et pour elle, la seule façon de la résoudre, c'est de se concerter pour juguler la crise. Si les dirigeants ne veulent pas de cette situation la CEVAA ne peut rien faire de tout.

**Qu'attendez-vous actuellement du Bishop Boni ?**

Il a créé son Eglise. Tout le monde sait que la base de création de cette Eglise était l'argent qu'il fallait aller avec les Américains. Et moi, je leur dis que je ne peux pas changer d'Eglise pour de l'argent. Si bishop comprend que l'argent ne fait pas le bonheur donc nous pourrions alors nous asseoir pour discuter.

**Pourquoi nos parents "Adjoukrou" sont-ils indexés dans cette crise ?**

(Rires). Il faut bien que quelqu'un soit indexé dans cette crise. C'est la première constatation. On indexe les "Adjoukrou" parce que la première personne qui a révélé l'affaire est un "Adjoukrou". Ce sont eux qui sont virulents et font la guerre dans les églises, c'est encore une partie des "Adjoukrou". Cette crise n'est pas une affaire "Adjoukrou".

**Pensez-vous que l'action des doyens du corps pastoral peut-elle ramener les dirigeants de l'Eglise à changer de position ?**

Encore, il faut que les dirigeants comprennent qu'il y a des doyens. Parce qu'après la conférence de presse, les dirigeants les ironisaient en disant d'eux, des "soi-disant doyens". Si on considère qu'il y a des doyens, alors on peut se parler et convoquer une session pastorale. J'insiste sur ce point. Les dirigeants ne veulent pas discuter et ils ont intégré l'Eglise Méthodiste Unie le 27 avril 2008. Pourtant, ils ont fait l'intégration en 2004. Donc, ils ont trompé le Chef de l'Etat qui a assisté à la cérémonie au stade Félix Houphouët-Boigny. On ne peut pas dire à un Président de la République quelque chose, et le faire déplacer pour du faux. Le Bishop a trompé le Président Gbagbo, par le mensonge. Nous devons rétablir la vérité. Le minimum, c'est de dire la vérité et nous poursuivons la vérité.

**Pasteur, vous avez dit que le Président de la République a été trompé dans cette affaire. Qu'avez-vous fait pour l'informer sur les faits réels ?**

L'informer de la vérité, c'est ce qui se passe aujourd'hui par voie de presse. Le Président de la République comprendra quand le Bishop va lui remettre la lettre d'intégration. S'il est écrit le 27 avril 2008, le président est historien, il saura qu'il a été trompé en 2004 et que le Bishop lui a menti. Tromper tout le monde, ce n'est pas bien.

**Concernant le patrimoine, que voulez-vous obtenir du Bishop ?**

Quand le Bishop dit partout qu'il n'a rien à faire de l'opinion des autres, c'est parce qu'il dit détenir le patrimoine. L'Eglise Méthodiste Unie est créée en 2008 et elle affirme que tout ce qui a été construit depuis des années est à elle. C'est de la dictature et nous ne voulons pas de la force. Si les choses perdurent, c'est parce que nous ne voulons pas

d'une autre force. C'est pourquoi, les hommes du Bishop vont partout fermer les temples et églises et nous ne réagissons pas. Mais, nous ne pourrions plus contenir le peuple de Dieu. C'est ça le problème ! Nous disons à nos fidèles de ne pas réagir, de ne pas faire palabre. Comme nous ne réagissons, le bishop pense que c'est la faiblesse, non ! Nous avons besoin de sauvegarder la paix dans le pays. C'est pourquoi, nous allons doucement par la négociation.

**Quel est votre commentaire sur le temple qui a été brûlé à Dabou ?**

C'est à Kpass. Nos gens allaient à l'église tranquillement et les hommes de Boni sont venus leur faire des palabres. Puis ils sont allés chercher le préfet qui a donné l'ordre de fermer. Ainsi, nos gens sont allés dans la cour d'un fidèle pour construire un appâtam sous lequel ils vont adorer Dieu tranquillement. C'est ce lieu qui a été incendié nuitamment par les hommes de Boni. Mais, quand même ? Que recherchent-ils ? Ils ne veulent pas que l'Eglise Protestante Méthodiste existe encore en Côte d'Ivoire. Mais ce n'est possible. Tous ces dirigeants ont été baptisés et consacrés dans cette Eglise Protestante Méthodiste de Côte d'Ivoire. Ce n'est pas cela l'Évangile.

**Selon vous, qui est l'inspirateur de cet incendie criminel ?**

L'affaire a été portée chez le préfet pour qu'il en prenne acte. Mais, tout compte fait, ce sont deux jeunes de Boni qui sont les instigateurs.

**Nous avons appris par voie de presse que**

**la crise a pris des proportions internationales concernant les enfants qui étaient en colonie de vacances au Togo. Quel est votre commentaire sur la question ?**

C'est vrai ce qui a été écrit. C'est que l'Eglise Protestante Méthodiste de Côte d'Ivoire a bien voulu organiser une colonie de vacances pour les enfants au Togo. C'est son droit. Pour aller au Togo, à qui a-t-on besoin de la permission ? C'est ce que le pasteur Isaac Bogro a écrit à un de ses amis togolais pour dire de ne pas recevoir nos enfants parce que la lettre qui doit les accompagner doit porter la signature du bishop, Boni. Et l'Eglise du Togo a dit dans une lettre en notre possession "Comment peut-on interdire à des Ivoiriens de voyager librement ?"

**Au terme de notre entretien, quelle est la solution que vous préconisez pour que cette crise puisse avoir un dénouement heureux ?**

Je pense que tout n'est pas perdu si chacun veut mettre du sien. Nous avons dit que nous voulons rester protestants méthodistes parce que ce n'est pas la dénomination qui sauve. Ce n'est pas parce que je suis assemblée de Dieu ou autre que j'ai le salut. Nous disons que c'est le Christ qui sauve. Si tel est le cas nous pensons que rien n'est perdu. Nous pouvons nous asseoir pour discuter. Vous savez que l'Eglise Protestante Méthodiste a eu son autonomie en 1985. Pourquoi après l'autonomie elle va intégrer une autre Eglise. Nous sommes pour le partenariat avec toutes les Eglises. Si le bishop comprend cela donc, rien n'est perdu. Alors nous pouvons toujours discuter.

**\*\*\* Le Wassa \*\*\***

**Votre Maquis-Restaurant vous attends tous les jours avec son :**

► **Cadre idéal pour vos :**  
Repas en famille, repas entre couples, amis, collègues de bureau, groupe, association, repas d'affaires, baptêmes, anniversaires, réunions ...

► **On mange les meilleures :**  
Saucisses braisées, cailles braisées, langues de bœufs, brochettes de gésiers, brochettes d'escargots, Poulets braisés, Kédjénou de poulets.

Akpassi-poisson fumé (sur commande)

► **on mange aussi : (les midis et les soirs)**  
Attiéké poissons soles grillées / Attiéké poissons Sosso grillés (Bon piment)  
Alloco - poissons Soles ou Sosso grillés  
→PEPE soupe de mouton (tous les samedis et dimanches à partir de 9H00 sur commande)

► **Spécialité du Wassa (les midis et les soirs)**  
Poisson Soles braisées (moyens et gros pour 3 personnes (Bon Piment))

- **Nos accompagnements :** Frites de pommes de terre – Alloco – Attiéké
- **Rafraichissements au complet :** Toutes les boissons

**Sécurité Garantie ...**

**NB : Location d'espace pour vos cérémonies :**  
Anniversaires – Baptêmes – réunions – etc ....

**Sis à Akouédo face cité ATCI non loin du camp militaire / Ancienne route de Bingerville**  
Cell : (+ 225) 05 96 16 95 / 05 70 57 78  
60 76 09 65



**EngloCom**  
Langues



### Cours intensifs d'anglais- Traduction- Interprétariat

#### CABINET DE LANGUES AGRÉÉ PAR LE DFDP

Formation en Anglais Général et de Spécialité des travailleurs, cadres d'entreprises et sociétés. Prestation en traduction de documents et en interprétariat, réunions, séminaires...

#### Modules actuellement en promotion

- ▶ Anglais Général et de Spécialité en Entreprises : 3 mois de formation
- ▶ Anglais intensif personnalisé : 3 mois de formation
- ▶ Diplôme de traducteur professionnel : 6 mois de formation
- ▶ Diplôme d'interprète : 6 mois de formation
- ▶ Préparateur au TOEFL pour élèves et étudiants 2 mois à 150.000 FCFA

#### Commodités

Cours intensifs d'anglais, interactifs et audio-visuels dans des salles climatisées. Des moyens modernes en laboratoire audio-visuel. Des méthodes américaines basées sur l'usage des casques d'écoute, télévision, vidéo, lecteur VCD, CD et cassettes audio-visuelle. « Regarder et écouter » pour mieux comprendre, imiter pour bien parler.

Plateau, Rue du Commerce, Imm. Nassar- 3ème étage,  
ascenseur D, porte 33 Bis / 09 BP 3937 Abidjan 09  
Tel/fax : 20-33-61-52 - Cel : 07-20-58-37

## Propositions commerciales

Une microfinance en création recherche des partenaires et sociétaires  
Participation minimum 200.000 F / 250 personnes.  
Tel : 22 42 39 15 / 04 33 17 16

Maison à vendre

#### YOPOUGON QUARTIER MAROC

Immeuble prévu pour Rez-de-chaussée +3 composé de 3 chambres +salle à manger avec garage et 1 studio individuel au RC + 1 studio au 1er étage

Bâti sur presque 250m<sup>2</sup>  
Coût 45 000 000 à débattre  
**Contact : 08 06 75 08 / 07 44 41 21**

**ANGRE LATRILLE**  
600m<sup>2</sup> a 5 500 000 fca à débattre.  
**Contact 08 06 75 08**

## Avis de disparition

Partie pour des encaissements chez des créanciers, à Yopougon Banco 2, Salé Ahoutou Antoinette, âgée de 34 ans, est depuis près d'un mois, sans nouvelles. Les recherches entamées jusque-là sont restées vaines. La famille prie toute personne qui l'aurait aperçue ou vue, d'alerter le commissariat le plus proche ou appeler:

07255717/05489016/05020795



### Medecine Traditionnelle (Dr Baby Mummy)

**Ajimanti Atoobatélé, phytothérapeute, soigne, à l'aide de plantes médicinales, les maladies telles que:**

- Les fibromes ;
- L'aménorrhée non gravidique ;
- La stérilité féminine et masculine ;
- Les hémorroïdes



Le cabinet est situé à Treichville Habitat Arras face maquis « Notre Dame »  
Ouverture tous les jours de 07 heures à 20 heures  
**Contacts : 05 62 52 77 / 21 24 71 05**

**AUTO-ECOLE DU MONASTERE ABOBO-TE**  
Route d'Abobo Baoulé 2<sup>ème</sup> arrêt du Bus 75 (Immeuble IVOGRAIN)  
14 BP 2115 ABIDJAN 14 / Tel: 24 39 13 08 - Cel: 05 73 52 79 / 03 54 45 60

**NOUVEAU PERMIS DE CONDUIRE**  
SPECIALE - PROMO VACANCES  
pour les mois de :  
**JUILLET - AOUT - SEPTEMBRE**  
INSCRIVEZ-VOUS VITE ET GAGNER

\* 20 Tee-Shirts pour les 20 premiers  
\* 1 Portable à tirer au sort pour les 80 premiers  
N.B. : 1000 Frs pour votre participation au tirage.

**96 000 Frs**  
(sans les frais de dossiers)

(PRE-ENREGISTREMENT A STARTEN A ANGRE)  
**MONTANT : 21 000 F**  
(sans frais d'édition du PC)

## Formation gratuite chez VGI

Formation gratuite en Finance et en Entreprenariat  
-ONG, association, étudiant (es), particulier (es)  
VGI (Vision glorieuse internationale) vous offre l'opportunité.

**Contacts : 22 42 39 15 / 09 28 37 51 / 04 33 17 16**  
Agrément n° : 998/int/DGAT/DGA/SDVA

## Horoscope Vendredi 4 Septembre 2009

#### Belier

Le travail c'est la santé, mais trop de travail c'est y laisser sa santé! Alors, accordez-vous un moment de détente de temps à autre, dans le calme et le silence...

#### Taureau

N'ayez crainte de mettre en avant votre créativité, que tout le monde a l'air d'apprécier. Vos amis peuvent vous aider à concrétiser vos projets.

#### Gemeaux

La Pleine Lune pourrait bien vous donner l'occasion de faire la fête! Pourquoi pas en famille, ou chez vous puisque vous vous y sentez si bien en ce moment ?

#### Cancer

C'est le moment de communiquer davantage et de renouveler vos contacts. Vous avez besoin d'air? Alors bougez, et s'il le faut partez en voyage!

#### Lion

En ce moment, vos pensées sont essentiellement orientées vers les acquisitions et les gains personnels. D'autant que, aujourd'hui, les rentrées d'argent sont à l'ordre du jour.

#### Vierge

Vous ne ratez pas une occasion de vous mettre en valeur et c'est très bien. Mais tenez compte tout de même de l'avis de votre conjoint ou de vos partenaires sociaux.

#### Balance

Depuis quelques jours, vous vous mettez en retrait, soit par nécessité soit parce que vous êtes malade. Soignez-vous bien et prenez du repos...

#### Scorpion

Actuellement, vos amis vous sollicitent et les projets ne manquent pas, mais aujourd'hui ce sont vos enfants - ou vos amours - qui vous préoccupent...

#### Sagittaire

Si l'un des membres de votre famille vous pose problème, téléphonez à l'une de vos connaissances. Un regard extérieur est le plus souvent impartial...

#### Capricorne

En ce moment, ce sont soit les études qui priment et vous n'arrêtez pas de plancher sur les sujets qui vous préoccupent, soit une soif de vous libérer ou de voyager.

#### Verseau

Depuis un certain temps, vous ne pensez qu'à l'argent ou au sexe, et cela vous stresse parfois. Néanmoins, vous savez toujours tirer votre épingle du jeu...

#### Poissons

Depuis quelque temps, vous vous ouvrez aux autres et vous découvrez l'écoute, le sens du partage. Cela vous permet de faire quelques prises de conscience...

### Presse Nationale

**Fratémité-Matin**: 20-37-06-66 / 20-37-25-45  
**24 Heures**: 22-41-37-82  
**Le Patriote**: 21-21-19-45  
**L'Inter-Soir Info**: 21-21-28-00/01/02  
**Le Front**: 20-38-13-24  
**Le Nouveau Reveil**: 22-41-29-15 / 22-41-28-95  
**Notre Voie**: 22-42-63-27/28  
**Le Temps**: 22-43-42-71  
**Le Courier d'Abidjan**: 22-43-38-22  
**Le Jour Plus**: 22-41-94-73/22-41-94-33  
**TV 1ère Chaîne**: 22-44-90-39 / 22-48-61-62 / 62 / 61 Tv2 : 22-40-12-55  
**Radio C.I.**: 20-21-48-00/44-48  
**Nord Sud**: 22 42 15 95  
**Le National**: 22-41-39-13  
**Nostalgie**: 20-21-10-52 / 20-21-10-53  
**Sports**: 22-43-92-54 JAM : 21-34-10-83 / Gbich : 21-26-15-90  
**Matin d'Abidjan**: 22-42-74-57  
**Sports**: 22-43-92-52

### Numéros utiles

**Pompiers**: 180  
**Caseme de l'Indénié**: 20 21 12 89  
20 21 10 67 Zone 4 : 21 35 73 65  
**Yopougon**: 23 35 73 65  
**Urgences Samu**: 185 / 22 44 34 45 / 22 44 53 53  
**Chu Cocody**: 22 44 91 22 / 22 44 90 38 / 22 44 90 60  
**Chu Treichville**: 22 24 91 55 / 21 24 90 00  
**Chu Yopougon**: 23 26 64 54 / 23 46 61 70  
**Chu Bouaké**: 31 63 21 90 / 31 63 21 91 / 31 63 53 50  
**Police Police secours**: 111 / 170  
**Direction générale de police**: 20 22 20 30  
**Préfecture de police**: 20 21 00 22  
**Police judiciaire**: 20 21 23 00  
**Police économique**: 20 32 51 44  
**Cecos**: (147) 22 48 20 50 / 52 / 59  
**Aéroport**: 21 75 79 01 / 21 75 79 02  
**Divers Dépannage CIE**: 179  
**Dépannage SODECI**: 175  
**Côte d'Ivoire-Telecom**: 120  
**Orange-Cl**: 700 / **MTN-Cl**: 555  
**Moov**: 101 / **Koz**: 666

**Pour vos annonces, communiqués et publicités: joindre le SERVICE COMMERCIAL :**  
**Appeler :**  
**22 42 11 70**  
**07 30 02 78**  
**07 97 79 34**  
**02 27 57 77**  
**67 86 92 92**

Directeur de la publication : Touré Youssouf 01 11 89 68  
Rédacteur en chef : Valéry Fougbe 01 18 35 24  
Secrétaire de Rédaction : Huberson Digbeu : 01 15 61 05  
Rédaction : TEL : 22 42 55 46 / 22 42 71 61 /  
Fax: 22 42 11 70 \*\*Publicité et Service commercial\*\*  
Cel : 07-30-02-78 / 07-97-79-34 / 01-11-89-68 /  
66-07-33-43 / 67-86-92-92

Site web : [www.lintelligentdabidjan.org](http://www.lintelligentdabidjan.org) / E-mail : [intelliabidjan@yahoo.fr](mailto:intelliabidjan@yahoo.fr) / [infdintelligent@yahoo.fr](mailto:infdintelligent@yahoo.fr)

Angré Arrêt de bus à gauche avant le feu de la station Petro Ivoire, villa 12 Sci Batim Star 4 - 19 BP 1534 Abidjan 19

**L'INTELLIGENT D'ABIDJAN**

Distribution : Edipresse : 20-30-41-93  
Dépôt légal : N° 7353 du 10 / 10 / 2003  
Impression : Sud-Action Média : 21 75 46 10  
Tirage du jour : 7 000 exemplaires

Arts et stars

# Michael Jackson repose enfin en paix

**BILAN - A l'heure de l'enterrement tant attendu du King of Pop, la plupart des questions concernant sa succession sont réglées...**

**C'était hier.** Michael Jackson va enfin être enterré, plus de deux mois après son décès. Comme annoncé le 21 août dernier, il reposera sur la terrasse sacrée du grand mausolée du cimetière de Forest Lawn Memorial

Park, à Glendale, dans la proche banlieue de Los Angeles. Il n'y a désormais plus de doute concernant le lieu où sera enterrée la star, et plusieurs questions qui restaient en suspens un mois après sa mort sont aujourd'hui réglées.

**COMMENT S'EST DÉROULÉ L'ENTERREMENT?**

La cérémonie, strictement privée et réservée

à la famille et aux amis proches, aura lieu ce jeudi soir à 19 heures (04 heures du matin en France). Tout le quartier entourant le cimetière sera bouclé, et la police de Los Angeles a appelé les fans de Michael Jackson à rester chez eux. Les médias ne pourront franchir les grilles du cimetière, et un important service de sécurité est prévu pour faire respecter ces consignes. La police, appuyée par des hélicoptères et des chiens, compte



**Une vue du cercueil de Michael Jackson.**

patrouiller dans les allées du vaste cimetière. Le service funèbre devrait durer quarante-cinq minutes. Gladys Knight, qui a connu Michael enfant et qui a eu à une époque le même manager que lui, doit chanter pour cette occasion. Diana Ross, Corey Feldman, Brooke Shields, Larry King et sa femme devaient être présents. Aretha Franklin ne devrait pas y assister, selon E!news, contrairement à ce qui a été annoncé en début de semaine. Ses enfants laisseront des lettres et le gant blanc que leur père portait sur scène dans le cercueil plaqué or, qui sera scellé dans du béton pour empêcher tout vol de la sépulture, selon Marlon Jackson. Le frère de Michael a également révélé au Daily Mirror que le King of Pop doit être maquillé comme s'il allait rentrer sur scène. Le cercueil sera placé dans une partie privée du mausolée, dernière demeure de nombreuses légendes du septième art telles que Clark Gable, Jean Harlow ou Carole Lombard.

04 Septembre 2003 - 04 Septembre 2009

## L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

# a 6 Ans



**Sous le Haut Patronage du Chef de l'Etat, SEM Laurent Gbagbo**



**Sous le Haut Parrainage du Premier Ministre, SEM Guillaume Soro**



**Sous l'Egide du Ministre de la Communication, Ibrahim Sy Savané**



**Sous le Parrainage du PCA de Sophia Immobilier, Touré Hamed Boua**



**Sous la Présidence de Sa Majesté Tchiffi Zié Jean-Gervais**

**La Mutuelle de l'Intelligent d'Abidjan (MUTIA) organise des "Journées Récréatives et un Atelier Editorial" le Samedi 11 et le Dimanche 12 Septembre 2009 à Grand-Bassam.**

**QUI A LA GARDE DES HÉRITIERS ?**

Le 3 août dernier, c'est finalement Katherine Jackson qui a obtenu la garde permanente de ses trois petits-enfants, Prince Michael, 12 ans, Paris, 11 ans, et Prince Michael II, alias «Blanket», âgé de 7 ans. La décision du juge Mitchell Beckloff de la Cour Supérieure de Los Angeles est conforme au testament de Michael Jackson. Katherine devient la tutrice légale des enfants, alors que la mère des deux aînés, Debbie Rowe obtient un droit de visite.

**QUI GÈRE SES BIENS ?**

La Cour Supérieure de Los Angeles a reconnu lundi 3 août la validité du testament de Michael Jackson, rédigé en 2002. L'avocat John Branca et le producteur John McClain continuent donc à gérer les biens du chanteur, en tant qu'administrateurs. La Cour les avait déjà nommés administrateurs provisoires après la lecture du testament.

**OÙ EN EST L'ENQUÊTE ?**

Le 28 août, la mort de Michael Jackson est officiellement considérée comme un «homicide», provoqué essentiellement par «une intoxication due au Propofol», un anesthésiant très puissant que le roi de la pop utilisait pour lutter contre l'insomnie. Cette classification en homicide signifie qu'une tierce personne a, volontairement ou non, donné la mort à la star. Pour les enquêteurs, cette personne serait le docteur Conrad Murray, qui était présent auprès de Michael Jackson lors de son décès, et qui a avoué avoir injecté le Propofol fatal à Michael Jackson. Le Dr Murray devrait être poursuivi pour homicide involontaire. La police enquête sur les autres médecins de Bambi pour prescription frauduleuse de médicaments et prescription à une personne dépendante de drogue.